

« C'est pire qu'en temps de guerre » : à l'hôpital de Kandahar, la mort est partout

PAR RACHIDA EL AZZOUZI ET MORTAZA BEHBOUDI
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 30 JANVIER 2022



Zabihullah a six mois. Il est arrivé dans un état de dénutrition avancé à l'hôpital de Kandahar. © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Depuis plusieurs mois, l'hôpital régional de la principale ville du sud de l'Afghanistan est saturé. Huit à dix enfants y décèdent chaque jour de la famine. D'après l'Unicef, un million d'entre eux risquent de mourir de malnutrition cet hiver dans le pays.

Kandahar (Afghanistan).— Un chant d'oiseaux recouvre des psalmodies du Coran. Sous les arbres, près des brancards rouillés et des talibans maquillés de khôl qui montent la garde, fusil M16 à l'épaule, des hommes chargent un mort dans un taxi jaune. Encore un. Ils portent un turban autour de la tête et le traditionnel *perahan tunban*, une chemise ample jusqu'aux genoux sur un pantalon bouffant.

Quelques allées plus loin, des cris parviennent des urgences pédiatriques. Devant le rideau sale, un enfant vient de quitter le monde des vivants. Il n'avait pas

cinq ans. Son père le croit en vie, lui parle. Barbe noire et cernes violettes, une blouse blanche le coupe : « *Votre fils est décédé, on ne peut rien pour lui.* »



Une mère veille sa fille atteinte de malnutrition sévère à l'hôpital de Kandahar. © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Abdul Maroof ne prend plus de pincettes pour annoncer l'indicible aux familles. Médecin à l'hôpital Mirwais de Kandahar, la deuxième ville d'Afghanistan, il est «*épuisé*».

Vingt ans qu'il tente de sauver des gamins rendus squelettiques par la malnutrition, dans son pays, éclaté par les guerres, l'un des plus pauvres au monde qui bat les records de mortalité infantile. Mais depuis le retour au pouvoir des talibans, le retrait militaire des Occidentaux et surtout «*leur blocus économique, humanitaire qui affame notre peuple* », c'est l'hécatombe, «*le cauchemar*».

Il ne compte pas. Plus. «*On est dépassés*, explique-t-il dans un mélange d'anglais et de pachto. *On ne peut pas tous les sauver. On fait de notre mieux. Avec les moyens du bord. C'est-à-dire rien. On manque de tout, de lits, de personnel, de médicaments, d'oxygène.* »

Mohammed Siddiq, le chef du service, compte : «*En moyenne, huit à dix enfants meurent chaque jour. Hier, nous avons reçu plus de 300 patients. Aujourd'hui,*

aussi. C'est pire qu'en temps de guerre. Nous ne sommes pas équipés pour une telle cadence. Le froid achève de dégrader la situation. »



Les urgences pédiatriques de l'hôpital de Kandahar.
© Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Les chambres sont bondées et l'hygiène s'en ressent dans cet hôpital aux installations précaires et décaties, inauguré en 1996, l'année du premier régime de terreur des miliciens islamistes. Dans la grande salle des urgences, sous perfusion, masques à oxygène, deux à trois enfants, certains très mal en point, s'entassent sur les lits et autant de mères ou de grands-mères à leur chevet. Faute de place, plusieurs sont assises à même le carrelage.

Dans ces lieux, où le corps médical est quasi exclusivement masculin depuis que les talibans ont renvoyé les femmes dans les foyers, les pères sont *personanon grata*. Lorsqu'ils sont présents, ils se tiennent de l'autre côté du rideau en tissu, adossés aux murs ou dehors, dans le froid, roulé en boule dans des châles autour d'un thermos de thé.

« On n'a que du pain et du thé pour se nourrir »

Nous sommes en terre pachtoune, à Kandahar, au sud, l'une des villes les plus conservatrices d'Afghanistan, la capitale de l'ombre, le fief des talibans et de feu leur chef mythique le mollah Omar, fondateur du mouvement intégriste.

Ici, on cache, oppresse les femmes encore plus qu'ailleurs, dans l'espace public comme intime, sous des burqas, dans des box fermés au restaurant, dans les coffres des taxis, dans les foyers en invoquant la

stricte application de la loi de la charia. Pas question que les hommes croisent leurs regards, leurs cheveux. Et le soin des enfants leur est dévolu.



L'hôpital de Kandahar est saturé, deux à trois enfants sont entassés par lit avec leurs mères ou grands-mères (Afghanistan, janvier 2022) © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Harifa a roulé en boule sa burqa bleu ciel dans un coin du lit en guise de coussin. Ici, entre femmes, elle peut aller et venir dans sa robe traditionnelle afghane en laissant tomber son foulard sur ses épaules et laisser apparaître sa chevelure châtain. La peau sur les os, entubée, Nabya, sa fille, son premier enfant, ne veut pas du biberon de lait. Elle a trois mois mais on dirait qu'elle vient de naître.

Douze jours qu'elles sont là. « *Je n'ai plus de lait pour l'allaiter car on n'a plus rien à manger, nos repas se résument à du thé et du pain et je n'ai pas d'argent pour acheter du lait en poudre.* » Harifa a la trentaine, elle vient de Spin-Boldak près de la frontière pakistanaise. L'hôpital de son district a fermé. Elle s'est débrouillée seule pour arriver jusqu'ici. Elle demande si on peut l'aider financièrement, répète « *dollars, dollars* » comme les mendiants dans les embouteillages en nous tirant par la manche.



Gravement dénutries, Janathur et Nabya sont hospitalisées depuis plusieurs jours à l'hôpital de Kandahar. © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

« *On reçoit des patients de cinq villes, de la province de Kandahar mais aussi de celle de Helmand, explique le chef de service. Pendant les affrontements entre l'armée afghane et les talibans, les gens étaient coincés, ils ne pouvaient pas se déplacer. Aujourd'hui,*

ils font des kilomètres pour venir jusqu'à nous car beaucoup de centres de santé et d'hôpitaux ont fermé à cause des combats ou de l'effondrement économique.

»

Plus de 2000 structures de santé fermées

D'après la Croix rouge internationale (CICR), qui soutient depuis sa création cette antenne chirurgicale, la seule de tout le sud du pays, plus de 2000 structures de santé ont baissé le rideau à travers l'Afghanistan et des dizaines de milliers d'employés de santé dont un tiers de femmes ne reçoivent plus de salaire ou ont été contraints de cesser le travail.



Shafia, un an, vient d'arriver à l'hôpital de Kandahar, très affaibli. Sa mère n'a plus de lait pour la nourrir (Afghanistan, janvier 2022) © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

« *Nous subissons les conséquences concrètes du gel de l'aide internationale et des avoirs afghans* », dénonce Mohammed Siddiq en rappelant les fonds bloqués par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et les 9,5 milliards de dollars gelés par les États-Unis, soit la moitié du produit intérieur brut de l'Afghanistan en 2020.

« *Notre hôpital vit des subventions des ONG étrangères qui n'ont elles-mêmes plus d'argent car elles reposent sur ces subventions internationales !*, poursuit le médecin. *Alors que l'activité de l'hôpital explose, nous n'avons aucune aide supplémentaire de la Croix-Rouge ou de Médecins sans frontières.* »

« *C'est le peuple afghan, notre jeunesse, l'avenir du pays, qui paient les sanctions, pas les dirigeants talibans. C'est criminel de couper du jour au lendemain l'aide internationale à un pays qui en dépend depuis des décennies. Regardez nos enfants, montrez-les, ils n'ont rien à manger car leurs familles*

n'ont plus rien, plus de travail, plus de salaire », renchérit un jeune infirmier qui prend la température d'un nourrisson aux os saillants.



Zabihullah a six mois. Il est arrivé dans un état de dénutrition avancé à l'hôpital de Kandahar. © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Front ridé, yeux exorbités, bouche ouverte, Zabihullah est dans un état critique. Il pèse trois kilos. Pour son âge, six mois, ce devrait être au minimum le double. Atteint par plusieurs infections, il est sous antibiotiques, perfusé dans le recoin d'un lit où gisent deux autres corps émaciés. « *Prenez mon fils en photo !* », intime sa mère en nous saisissant le bras.

Flotte, dans la moiteur, une odeur fétide, « *l'odeur de la mort* », lance une grand-mère partagée entre l'envie d'être photographiée avec sa petite fille décharnée Janathur « *pour que le monde ouvre les yeux* » et celle de voiler son visage comme l'exige la coutume fondamentaliste à laquelle elle s'est toujours conformée. Elle trouve un compromis : laisser un seul œil apparaître. Sa voisine de lit l'imite.

« *Janathur a 18 mois. Normalement, à cet âge, un enfant marche. Elle, elle fait la taille d'un bébé de 6 mois* », dit le médecin. « *Aidez-nous !* », supplie la vieille dame en essuyant la bave de la fillette entubée et emmaillotée dans une couverture tigrée. Elles viennent de la province d'Helmand, sinistrée par les combats meurtriers entre pro et anti-talibans. La mère est restée

au village veiller la jumelle de Janathur. « *Nous aussi, on n'a que du pain et du thé pour se nourrir* », raconte la grand-mère.



Fautes de moyens, les familles qui viennent de très loin dorment dans les allées de l'hôpital de Kandahar. © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

À l'étage, Shafia vient d'arriver, elle aussi, avec sa niya (grand-mère en pachto). « *Elle a 1 an, elle devrait peser au moins huit kilos. Elle en pèse trois. Ma fille n'a plus de lait pour la nourrir. On mange du pain*

et boit du thé, c'est tout. » Partout, la même détresse, le même cycle tragique. La pauvreté. La faim. Le dénuement. De Kandahar à **Hérat, des montagnes reculées de Bâmyân** à Kaboul, la capitale.

« *Je n'ai connu que la guerre dans cet hôpital, j'y travaille depuis dix-huit ans. Nous devrions souffler aujourd'hui puisque la paix est revenue. Eh bien non, c'est pire* », soupire le chef des urgences pédiatriques. Il a un message à faire passer : « *Envoyez de la nourriture.* »

D'après l'Unicef, 3,2 millions d'enfants vont souffrir de malnutrition sévère cet hiver. Un million d'entre eux risque d'en mourir. À l'hôpital de Kandahar, le ballet des cercueils dans les taxis jaunes sous le chant des oiseaux a commencé depuis longtemps.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.